

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 19 juillet 2019
(Convocation du 12 juillet 2019)

Aujourd'hui, le dix-neuf juillet deux mille dix-neuf à 14 heures, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle de l'Hôtel Planté du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Dominique DEGOS et Céline SALLES
Messieurs Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Christophe TERRAIN

Etaient excusés et ont donné procuration :

Monsieur Yves LAHOUN

Etaient excusés :

Madame Laurence ANCIEN
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Jean GUILHAS, Xavier LAGRAVE, Bernard SOUDAR et Bernard VERDIER

Secrétaire de séance :

Madame Christiane AUTIGEON

OBJET : Convention / Ressource - Convention cadre avec la Fédération de pêche des Landes pour la navigation sur les réservoirs de soutien d'étiage landais

Exposé des motifs :

L'Institution Adour a rétrocédé les droits de pêche à la Fédération de pêche des Landes et ses AAPPMA sur les réservoirs de soutien d'étiage situés dans le département des Landes et propriétés de l'Institution Adour.

La pêche est autorisée depuis le bord sur l'ensemble des réservoirs, hors zone de quiétude et depuis les digues principales et secondaires.

L'ensemble de ces sites est classé en deuxième catégorie piscicole.

En complément de ces dispositions générales, la Fédération de pêche des Landes a sollicité l'Institution Adour afin d'autoriser la navigation à des fins halieutiques sur ces mêmes réservoirs de soutien d'étiage situés dans le département des Landes et propriétés de l'Institution Adour.

L'Institution Adour répond favorablement à cette demande sur les sites (réservoirs de soutien d'étiage situés dans le département des Landes et propriétés de l'Institution Adour) listés au sein de l'article 2 de la convention jointe en annexe.

La navigation à des fins halieutiques sera autorisée sur les plans d'eau suivants :

- Duhort-Bachen
- Renung aval
- Hagetmau-Monségur (lac principal)
- Fargues
- Coudures
- Arthez-d'Armagnac

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



- Tailluret

La navigation à des fins halieutiques reste interdite sur les plans d'eau et sites suivants : Miramont, Brousseau, Renung amont, Hagetmau amont et la Grabe.

La convention précise les conditions dans lesquelles s'exercera cette autorisation de pêche et de navigation pour les cinq prochaines années (2019/2023), conditions acceptées par les deux parties qui s'engagent à les faire respecter sans réserve, sachant qu'il est rappelé que l'usage premier des réservoirs est le soutien d'étiage et que le niveau d'eau sera amené à diminuer durant la campagne de réalimentation.

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- D'approuver les termes de la convention ci-annexée avec la Fédération de pêche des Landes, pour la période courant du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2023, afin d'assurer la gestion de la navigation à des fins halieutiques sur les réservoirs de soutien d'étiage situés dans le département des Landes, sur les sites précisés tels que ci-dessus
- D'autoriser le Président à signer la convention et l'ensemble des documents y afférant, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 19 juillet 2019 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX



Convention pour la gestion de la navigation à des fins halieutiques sur les réservoirs de soutien d'étiage de l'Institution Adour situés dans le Département des Landes

Entre

L'**Institution Adour**, Etablissement Public Territorial du Bassin de l'Adour, représentée par son Président Monsieur Paul CARRERE, dont le siège est situé 38 rue Victor Hugo 40000 MONT-DE-MARSAN, agissant en vertu de la délibération du

D'une part

Et

La **Fédération des Landes pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique**, représentée par son Président Monsieur Jacques MARSAN, située 102 Allées Marines 40400 TARTAS, agissant au nom et pour le compte de la Fédération en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués, ci-après désignée par « la Fédération de Pêche des Landes »

D'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 : Objet de la convention

L'Institution Adour a rétrocédé les droits de pêche à la Fédération de Pêche des Landes et ses AAPPMA sur les réservoirs de soutien d'étiage situés dans le département des Landes et propriétés de l'Institution Adour.

La pêche est autorisée depuis le bord sur l'ensemble des réservoirs, hors zone de quiétude et interdite depuis les digues principales et secondaires.

L'ensemble de ces sites sont classés en deuxième catégorie piscicole.

La Fédération de Pêche des Landes a sollicité l'Institution Adour afin d'autoriser la navigation à des fins halieutiques sur ces mêmes réservoirs de soutien d'étiage situés dans le département des Landes et propriétés de l'Institution Adour.

L'Institution Adour répond favorablement à cette demande sur les sites (réservoirs de soutien d'étiage situés dans le département des Landes et propriétés de l'Institution Adour) listés au sein de l'article 2 de cette présente convention.

La présente convention précise les conditions dans lesquelles s'exercera cette autorisation de pêche, conditions acceptées par les deux parties qui s'engagent à les faire respecter sans réserve.

Il est rappelé que l'usage premier des réservoirs est le soutien d'étiage et que le niveau d'eau sera amené à diminuer durant la campagne de réalimentation.



Article 2 : Liste des sites propriétés de l'Institution Adour concernés par la présente convention

La navigation à des fins halieutiques sera autorisée sur les plans d'eau suivants :

- Lourden
- Renung aval
- Hagetmau (lac principal)
- Fargues
- Coudures
- Arthez d'Armagnac
- Tailluret

La navigation à des fins halieutiques reste interdite sur les plans d'eau et sites suivants : Miramont, Brousseau, Renung amont, et Hagetmau amont et la Grabe.

Article 3 : Mode de navigation

Les types d'engin autorisés à naviguer à des fins halieutiques sont listés au sein de deux catégories.

Chaque site se verra désigné une catégorie qui sera précisée au sein d'une fiche spécifique par site (jointe à titre indicatif à la présente convention).

Les 2 grandes catégories d'engins autorisés sont définies et précisées ci-dessous :

- Catégorie 1 : Float-tube (propulsé uniquement par palmes) - tout autre engin de navigation ou de propulsion est interdit
- Catégorie 2 : Float-tube (propulsé par palmes ou moteur électrique), ponton de pêche (propulsé par palmes, rames ou moteur électrique), kayak ou canoë (propulsé par rames ou moteur électrique) et barque (propulsé par rames, palmes ou moteur électrique) - tout autre engin de navigation ou de propulsion est interdit.

Dans tous les cas, toute navigation à des fins halieutiques sera strictement interdite à tous engins propulsés par un moteur thermique (hors garderie, suivi technique et/ou piscicole).

Aucun engin de navigation ne devra par ailleurs rester stationné sur l'eau ou en dehors (abords des réservoirs) hors activité de pêche.

Article 4 : Conditions générales de mises en œuvre de la navigation à des fins halieutiques

Information auprès des pêcheurs navigants à des fins halieutiques

Une information auprès des pêcheurs navigants à des fins halieutiques sera effectuée par la Fédération de pêche des Landes et ses AAPMA sur l'ensemble des dispositions à respecter permettant la pratique de cette navigation halieutique.

Cette information donnera lieu au rappel de l'intégralité des dispositions à respecter ainsi que des responsabilités engagées. Elle sera renouvelée chaque année.

La forme de cette information de pratique sera jointe à titre indicatif à cette présente convention.

En cas de manquement à l'une des dispositions par un pêcheur navigant, l'Institution Adour se réserve le droit de suspendre ou d'interdire nominativement le droit de navigation dont elle est détentrice à ce pêcheur désigné.

Signalétique de pratique de la pêche



La Fédération de Pêche des Landes et les AAPPMA concernées s'occupent et ont sous leur responsabilité toute la signalisation nécessitée par la pratique de la pêche et la navigation à des fins halieutiques.

Signalétique d'accès au plan d'eau

L'accès aux plans d'eau et cales de mise en eau des barques (pour les sites équipés et autorisés) se fera par un chemin matérialisé et banalisé.

Matérialisation des zones interdites à la navigation à des fins halieutiques

Ces zones, représentant donc des enjeux en termes d'environnement et de sécurité, seront matérialisées au moyen de bouées, flotteurs ou panneaux suivant les configurations techniques :

- zones de quiétude pour l'avifaune (lorsqu'elles sont présentes) ;
- zone proche du déversoir : arc de cercle 50 m de diamètre, et une bande le long des digues à déterminer au cas par cas, permettant une distance suffisante pour la protection des ouvrages et des personnes.

Enfin, la sécurité des organes du déversoir, et plus particulièrement de la digue, doit être assurée impérativement.

Financement

Tous les aménagements nécessaires seront pris en charge financièrement et techniquement par la Fédération de Pêche des Landes et les AAPPMA concernées.

La prise en charge des signalétiques pourra dépendre de l'objectif de celles-ci : ceux abordant les usages de la retenue seront pris en charge par l'Institution Adour ; ceux-relevant de la pratique de la pêche et de la navigation seront pris en charge par la Fédération de Pêche des Landes et les AAPPMA concernées.

Périodes d'ouverture à la navigation à des fins halieutiques

Cet élément est déterminé et présenté dans la convention spécifique par site qui sera annexée à cette présente convention.

Article 5 : Culots interdits à la navigation des réservoirs de soutien d'étiage

À partir de niveaux d'eaux devenus incompatibles avec la navigation pour des raisons de surface de pêche trop restreinte, cette dite navigation sera suspendue temporairement. Ces niveaux marquant la suspension de la navigation seront matérialisés sur le terrain par une bouée de couleur (située à proximité des échelles de niveau accolées à la digue). Un affichage sur chaque site concerné sera également réalisé marquant cette suspension.

Cette navigation reprendra à la remontée des niveaux, une fois la bouée disparue.

Ces culots interdits à la navigation sont précisés au sein de chaque fiche de site spécifique.

La surveillance du respect de cette interdiction est réalisée par la Fédération de Pêche des Landes.

Article 6 : Qualité des eaux

L'Institution Adour se dégage de toute responsabilité en termes de qualité des eaux. Il est rappelé et cela fera l'objet d'un affichage que les réservoirs de soutien d'étiage ne font pas l'objet d'un suivi de la qualité des eaux de baignade, ni d'aucun suivi de la qualité de leurs eaux. En conséquence, il est rappelé que la baignade est interdite sur l'ensemble des propriétés de l'Institution Adour.

De même, en cas de signalement de cyanobactéries, toute activité de pêche depuis le bord ou en embarcation sera interdite. L'interdiction ne pourra être levée que par l'Institution Adour.

Article 7 : L'utilisation des réservoirs

Les lacs concernés par la présente ont tous une vocation prioritairement hydraulique. Ils sont utilisés pour réalimenter les rivières tributaires afin d'y satisfaire des besoins en eau de toute nature.

L'Institution Adour est liée par une Concession de Service Public à un gestionnaire pour l'exploitation de ces réservoirs de soutien d'étiage qui est la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne.

Les réservoirs de Miramont et du Brousseau font l'objet de conventions spécifiques avec le Conseil Général des Landes ou les mairies respectives.

Il est rappelé que les lâchers ou prélèvements peuvent être importants en période d'étiage, entraînant une baisse régulière de niveau. Le niveau des réservoirs peut être très bas en fin d'étiage lors des saisons particulièrement sèches.

L'autorisation de navigation peut être suspendue à tout moment sur un réservoir par l'Institution Adour si nécessaire.

La Fédération de Pêche des Landes ne pourra émettre aucune réclamation du fait de l'exploitation hydraulique des lacs, et des variations du niveau d'eau et du volume stocké.

De plus, si la nécessité l'oblige, l'Institution Adour ou la CACG sont tenues d'assurer l'entretien technique des installations hydrauliques et des barrages. À ce titre, elles se réservent le droit de procéder aux vidanges réglementaires permettant d'assécher les ouvrages. Pour éviter l'asphyxie du poisson, l'Institution Adour maintiendra le culot piscicole nécessaire à la survie du poisson.

La Fédération de Pêche des Landes et ses AAPPMA s'attachent au maintien de bonnes relations entre les pêcheurs et les propriétaires voisins des réservoirs. De plus, La Fédération de Pêche des Landes et ses AAPPMA s'engagent à assurer en ce qui les concerne, et donc l'activité pêche, l'ordre et la propreté des abords du réservoir.

La Fédération de Pêche des Landes et ses AAPPMA s'engagent à tenir informés ses adhérents de la réglementation du stationnement des véhicules à proximité des plans d'eau. Elle veillera notamment à ce que soit respectée l'interdiction de la circulation et du stationnement des véhicules sur les digues et dans les zones dénoyées, ainsi que sur les sentiers périphériques des lacs. Le stationnement est autorisé sur les parkings existants aménagés par l'Institution Adour ou la Fédération de pêche des Landes (avec l'accord de l'Institution Adour) sans qu'il entrave le libre accès aux ouvrages d'exploitation.

Si la Fédération de Pêche des Landes et ses AAPPMA souhaitent réaliser certains aménagements à l'usage de ses adhérents (abris, poubelle, passage, ...), il est convenu que leur réalisation est conditionnée à un accord écrit donné par l'Institution Adour. Bien entendu, ces aménagements à la charge de la Fédération de Pêche des Landes et ses AAPPMA, seront réalisés en respect des droits des tiers et sous réserve des possibles procédures administratives nécessaires.

Article 8 : Responsabilité

La responsabilité de l'Institution Adour ne sera en aucun cas engagée en cas d'accident ou de préjudice dont les adhérents des AAPPMA, leurs accompagnants ou les tiers pourraient être victimes du fait de l'exercice du droit de pêche concédé à la Fédération de Pêche des Landes ou ses AAPPMA.

Il est également rappelé que chaque propriétaire d'engin de navigation doit être assuré, à titre personnel, pour son utilisation, que ce soit par lui-même ou un tiers (autorisé ou non). Ceci sera rappelé de manière impérative aux pêcheurs navigants et notamment dans le cas de leur information annuelle.



L'attention des membres de la Fédération de Pêche des Landes et de ses AAPPMA est à nouveau attirée sur la vigilance à observer à l'égard de la fréquentation des berges ou du plan d'eau par d'autres, et sur le respect des zonages et horaires faisant la part de chacun, afin que l'usage récréatif des réservoirs se fasse de façon concertée et en toute quiétude pour chacun.

En cas d'observation d'anomalies sur les plans d'eau l'Institution Adour devra en être informée au plus tôt.

Article 9 : Durée de la présente convention et modalités de révision

La présente convention engage les deux parties pour une durée de cinq ans à partir de 2019.

Des bilans annuels seront réalisés afin de connaître la fréquentation des sites et de connaître les modalités d'appropriation par les pêcheurs de cette pratique. De même, les problèmes éventuels rencontrés seront soulevés.

Une réunion sera organisée 6 mois avant la fin de la présente convention afin de réaliser un bilan complet de cette opération et de prévoir éventuellement une nouvelle convention.

En cas d'inobservation par l'une des deux parties des dispositions de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée à l'initiative de l'autre partie un mois après une mise en demeure restée sans effet, adressée par courrier recommandé avec accusé de réception à la partie défaillante. De même, la présente convention pourra être suspendue par l'Institution Adour pour des raisons d'usage de soutien d'étiage de ces réservoirs particuliers ou pour la sécurité des ouvrages.

Pour tout litige ou toute mesure auxquels pourrait donner lieu l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et en cas d'absence d'accord amiable, l'instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est la suivante :

Tribunal Administratif de PAU
Villa Noulibois - 50 cours Lyautey
BP 543
64010 PAU Cedex

Tél. : 05.59.84.94.40 - Fax : 05.59.02.49.93 - Courriel : greffe.ta-pau@juradm.fr

Fait àle

Pour l'Institution Adour
M. CARRERE Paul

Pour la Fédération de Pêche des Landes
M. MARSAN Jacques

Président de l'Institution Adour

Président de la Fédération de Pêche des Landes